

COMPTE RENDU NON THÉMATIQUE



HAMEL Pierre, 2008, *Ville et débat public. Agir en démocratie*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 176 p. (Élieth P. Eyebiyi)

Intéressé par l'analyse des enjeux dans les villes et métropoles contemporaines ainsi que par l'engagement des acteurs sociaux dans les processus de démocratisation, Pierre Hamel prend l'exemple des mouvements sociaux urbains montréalais pour construire son propos sur le débat public, en partant du point de vue de l'action collective. Il part ainsi à la recherche de comment la participation populaire peut être incitatrice d'une *démocratie délibérative* de la gestion publique. On l'aura compris, avec son livre qui tient en six chapitres, versions améliorées de six articles et contributions publiés entre 1995 et 2006, si nous étudions les acteurs en mouvements, et si nous sommes loin de l'anthropologie et plus proche de la sociologie des mobilisations, nous nous situons au cœur du questionnement en sciences sociales de la pertinente problématique de la délibération dans les grandes métropoles occidentales en général, et d'Amérique du Nord en particulier.

Objets d'étude complexes à cerner et à circonscrire du fait de leur diversité, de la multiplicité de leurs centres d'intérêts, et de leurs interconnexions avec des réseaux transnationaux, les mouvements sociaux contemporains sont arrimés pour de bon au contexte de la modernité. Tout en favorisant la transformation profonde des rapports sociaux, l'élargissement de l'espace public et la production de nouveaux artefacts intégrés dans une *nouvelle culture politique*, leur professionnalisation et institutionnalisation génèrent aussi des contrecoups pour le contexte postfordiste. Cette complexité rejaillit également sur la discipline, en ce sens que l'historicisation de la notion de mouvement social par rapport à celle de mouvements sociaux révèle des difficultés au plan de la définition.

Professeur de sociologie à l'Université de Montréal, l'auteur montre que dans cette ville, les comités de citoyens nés dans les années 1960 pour s'opposer à une crise du logement et négocier avec l'administration ont élargi progressivement l'éventail de leurs revendications et intégré d'autres secteurs de lutte, sur une base participative « pluriclassiste » avec une plus grande proportion des classes moyennes cependant, et le soutien de technocrates convertis aux vertus de l'animation sociale et de la participation. Mieux, ces mouvements partagés entre opportunisme et (ré)adaptation constante, revendications idéologiques et politiques, n'ont cessé de faire évoluer leurs formes d'organisation, sont devenus proactifs, et se sont imposés comme des interlocuteurs incontournables pour les pouvoirs publics, obligés de collaborer avec eux pour élaborer l'État-Providence.

Occupant un espace public structuré et évolutif, les mouvements urbains montréalais témoignent des processus applicatifs de la démocratie délibérative et de la participation citoyenne aux affaires publiques pour mener leurs luttes, à la fois sur le terrain politique et institutionnel ou non. Autrefois en butte contre le projet centralisateur du pouvoir, ils reconstruisent aujourd'hui l'identité et l'autonomie personnelle des acteurs dans un amalgame avec l'action collective. « En réclamant une démocratisation de la gestion publique et des mesures favorables à la participation des citoyens aux affaires publiques et urbaines, les mouvements sociaux ont contribué à des changements sur la scène sociale et politique qu'ils ne maîtrisent pas entièrement » (p. 149).

In fine, pour un jeune chercheur du Sud qui s'intéresse aux mobilisations associatives de la lutte contre la corruption, *Ville et débat public...* expose un modèle analytique fondé sur l'empirie et qui se trouve en voie d'achèvement au Nord pour ce qui est des modes urbains de l'*Agir en démocratie*. L'intérêt de l'éclairage de Pierre Hamel est énorme pour nous, bien que les terrains soient différents : Montréal est très urbaine, le Bénin est un pays du Sud classé *en voie de développement*. À Montréal où l'on parle de *mouvements sociaux urbains*, comme en Afrique de l'ouest et au Bénin où la terminologie de *société civile* est en vogue, et où le mouvement anticorruption suscité par le pouvoir politique lui a échappé pour s'ancrer dans les classes moyennes et populaires exacerbées par la corruption endémique au sein de la machinerie de l'État, il existe un fait commun : la reconnaissance sociale de ces acteurs n'est pas le fait primordial de l'État. Elle est fille de la légitimité acquise sur le terrain de la société civile, dans une réflexivité pratique qui érige le débat public en élément constitutif de l'espace public collectif.

Cet ouvrage invite à situer dans le temps l'existence et les logiques d'action des mouvements sociaux urbains, avec leurs contradictions internes, leurs formes d'action collective, leurs interrelations avec le politique, leur redéfinition de l'État et leur place dans la démocratie délibérative et la (re)construction du débat public. Confirmant le déclin du politique face à la société civile, l'État se retrouve contraint de garantir une certaine démocratie, délibérative ou non, mais qui en a tout l'air : en ville, « la logique de la décision n'obéit plus intrinsèquement aux rapports de domination » (p. 160), conclut dans sa dernière ligne Pierre Hamel pour boucler un livre qui se lit au début avec quelques efforts de compréhension pour suivre le fil d'Ariane du raisonnement, mais s'avère d'une clarté et d'une précision certaines à mesure que l'on progresse dans le texte.

Élieth P. Eyebiyi
École Doctorale Pluridisciplinaire
Université d'Abomey-Calavi, Porto Novo, Bénin